



Le 9 octobre, journée européenne d'actions pour le développement de l'industrie, de l'emploi et de son contenu social !

Les 7 fédérations de la CGT (Métallurgie - Travailleurs de l'Etat - Energie - Livre, papier et communication - Verre-céramique - Textile-Habillement-Cuir - Chimie) affiliées à IndustriAll European Trade-Union (Fédération syndicale européenne des travailleurs de l'industrie) appellent à l'implication la plus large des salariés, des syndiqués CGT, de tous les militants par des arrêts de travail et la participation aux manifestations à Paris, Lyon, et Bordeaux.

En effet, dans tous les secteurs industriels couverts par l'ensemble de ces 7 fédérations, la période d'été a une nouvelle fois été mise à profit par le patronat pour annoncer des plans d'économie conduisant à des milliers de suppressions d'emplois : PSA Peugeot-Citroën, AlcatelLucent, Arkema, ArcelorMittal, Rio Tinto, Sanofi, Owen-Illinois, Petroplus, PréventGlass, Camiva...

Les salariés de ces entreprises et de ces secteurs d'activité n'ont pas manqué de réagir à tous ces mauvais coups contre l'emploi en appelant les salariés à des arrêts de travail et des manifestations. Les tentatives de destruction d'emplois et de fermetures d'entre-

prises peuvent porter un coup irresponsable à l'équilibre de nos territoires. Dans l'immédiat, les luttes de juillet dernier ont permis d'enrayer la marche forcée des directions et de préparer au mieux la rentrée.



Une journée d'actions permettant de faire avancer les revendications

Nous demandons que, dans chaque pays et au niveau européen, soit fait un diagnostic : sur l'état de l'industrie, sur les besoins des populations et leur évolution, sur les besoins en terme de financement pour moderniser l'industrie, tout en répondant aux exigences écologiques. Les richesses créées par les salariés doivent leur revenir prioritairement sous forme de salaires, d'emplois et d'investissements, tant en recherche qu'en production, avec l'objectif de pérenniser l'activité et d'améliorer leurs conditions de vie et de travail. Lorsqu'un salarié travaille dans l'industrie 3 à 5 emplois sont créés dans les services et la sous-traitance.

En parallèle, il sera nécessaire de faire un état des lieux des conditions dans lesquelles s'exerce le travail, aussi bien au niveau des conditions de travail que des besoins en termes de formation, d'évolution des qualifications et des rémunérations.

Nous pensons qu'il est nécessaire de donner aux salariés et à leurs représentants des droits nouveaux, tels que :

- Des droits suspensifs lors de licenciements et restructurations, permettant l'expertise de la situation économique de l'entreprise et la prise en compte des solutions alternatives proposées en lien avec les organisations syndicales.
- Une représentation des salariés à tous les niveaux de décision permettant de contrebalancer le pouvoir des actionnaires.

En Europe, tous les systèmes existants de salaires minima font apparaître entre eux d'importantes différences de conception, de niveaux et de populations concernées. Il y a urgence à définir des critères communs permettant d'établir, dans chaque pays, un salaire de base minimum de première embauche pour le salarié sans qualification, ainsi qu'une grille de reconnaissance des diplômés.

IndustriAll Europe a transposé dans ses statuts l'ensemble des revendications communes adoptées par toutes les organisations.

La dernière intitulée « *Pour des emplois plus sûrs, contre le travail précaire* » porte comme exigence l'arrêt de la précarité dans les entreprises et l'instauration de droits uniques, pour tous les salariés, s'appuyant sur un contrat à durée indéterminée pour mettre un terme à la logique de concurrence qui prévaut actuellement dans l'ensemble des pays en Europe et dans le monde.



Le congrès de IndustriAll European Trade-Union, a voté à l'unanimité, une journée européenne d'actions et de mobilisations pour le développement de l'industrie et de l'emploi, dans la période du 8 au 12 octobre 2012

Le 16 mai 2012, 190 organisations syndicales (39 pays) affiliées aux 3 fédérations européennes, la fédération européenne de la métallurgie (FEM), la fédération européenne du Textile Cuir et Habillement (ETUF/TCL), la fédération européenne de l'énergie, des mines, de la chimie (EMCEF) ont décidé de se regrouper pour créer IndustriAll European Trade-Union (organisation syndicale européenne de l'industrie).

Cette nouvelle organisation regroupe 7,2 millions d'adhérents et couvre l'ensemble des salariés de l'industrie de la plupart des pays d'Europe, soit 32 millions de salariés.

IndustriAll European Trade-Union se fixe pour objectifs :

- De rassembler les salariés pour lutter contre les plans d'austérité imposés par l'Union Européenne, la BCE, le FMI et le patronat.
- D'en finir avec la dictature de la finance pour exiger un autre partage des richesses créées et de nouvelles avancées sociales communes.
- De se battre pour le développement de l'industrie en Europe, l'emploi, les salaires et la protection sociale.

Alors que plus de 1 000 milliards d'euros ont été débloqués pour renflouer les banques à un taux d'intérêts de 1% et que depuis le début de la crise 4 200 milliards d'euros ont été dépensés par les Etats pour soi-disant sauver les banques européennes :

- 24,8 millions d'européens sont au chômage dont 5,5 millions de jeunes de moins de 25 ans.
- 81 millions, c'est le nombre de personnes qui ont vécu, dans l'Union Européenne en 2009, en-dessous du seuil de pauvreté, soit 16% de la population.

Toutes les politiques d'austérité ont conduit à un recul du PIB et à une hausse du chômage

L'Europe entière est attirée dans une spirale descendante avec un taux de 25% de chômage annoncé pour 2013.

Quelques exemples :

- le **Royaume-Uni**, premier pays à avoir appliqué l'austérité, se porte mal. En 2012, le déficit public prévu est de 7,7% du PIB, le taux de chômage atteint 8,2%.
- la **Grèce** s'enfonce avec un taux de chômage de 21,7% et le déficit public serait de 7,4% du PIB en 2012.
- En **Belgique**, le déficit public, en 2011, était de 4,2 % alors que l'objectif de rigueur le fixait à 3,6%. Le programme d'austérité s'est donné pour objectif un déficit à 2,8% pour 2012. Le taux de chômage en 2011 atteignait les 7,8 %. (Des prévisions optimistes de certains organismes « pseudo » publics le situeraient à 7,3% en 2012.) Le chômage des jeunes s'élève à 25%.
- L'**Espagne** est retombée en récession début 2012, son déficit public atteint 6,4%. Le taux de chômage est de 24,3% et celui des moins de 25 ans est de 51,5%.



- Les **Pays Bas** ont annoncé un plan d'austérité de 12,2 milliards d'euros. (La précarité explose.)
- L'**Italie**, dont le déficit public en 2011 atteignait 3,8% et le taux de chômage 8,5 % en 2010, voit son chômage progresser pour atteindre 10,1% (chiffre officiel mai 2012).
- Le **Portugal**, dont le déficit public en 2011 est de 4,2 %, accuse un taux de chômage de 15,2% (chiffre officiel à mai 2012).
- La **Finlande** à son tour malmenée : le produit intérieur brut a reculé de 1% au 2^{ème} trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent et l'année devrait se terminer par une croissance de 0,3%, c'est la production industrielle qui recule.
- L'**Allemagne** évite de peu la récession avec 0,3% de croissance au 2^{ème} trimestre 2012 et les perspectives allemandes se dégradent au fur et à mesure que fléchissent les exportations vers le reste de la zone euro.
- En **France**, excepté le petit 0,3% du 3^{ème} trimestre 2011, cela fait 5 trimestres que le pays connaît une croissance nulle et le solde entre les emplois créés et perdus s'établit à moins 30 000.

Pourtant le produit intérieur brut de l'Europe des 27 est de 16 000 milliards d'euros pour 505 millions d'habitants, soit environ 31 683 € en moyenne par habitant.



Ces derniers mois, partout en Europe, plusieurs millions de salariés avec leurs organisations syndicales se sont mobilisés contre les politiques d'austérité, pour l'emploi et les salaires

- Journée d'actions européenne **ArcelorMittal** : 7 décembre 2011
- **Allemagne** : grèves d'avertissement des syndicats IG Metall /IG BCE qui revendiquent 6,5% d'augmentation salariale.
- Journée d'action européenne, du 29 février 2012, à l'appel de la **Confédération Européenne des Syndicats (CES)**.
- **Portugal** : grève générale, les 11 février et 22 mars. De nouvelles journées d'actions et de grève sont programmées **les 17, 18 et 19 septembre** à l'appel de la fédération de l'industrie (Fiequimetal CGTP).
- **Belgique** : grève générale, le 30 mars dernier.
- **Italie** : journée d'action, le 18 février 2012.
- **Hongrie** : manifestations contre la remise en cause des droits fondamentaux.
- **Royaume-Uni** : + de 500 000 personnes à Londres cette année. et une nouvelle journée de manifestation est programmée le **20 septembre à Londres**.
- **République-Tchèque** : manifestation fin avril contre les politiques d'austérité avec plus de 100 000 manifestants à Prague.
- **Autriche** : grèves d'avertissement pour l'augmentation des salaires en novembre 2011 et dans l'énergie en mai 2012.
- **Fiat Industriale** : manifestation européenne (Italie – Allemagne – France – Autriche), le 7 septembre, à Turin devant le siège du groupe.
- **Grèce** : plusieurs grèves générales et manifestations ces dernières années.
- **Espagne** : marche noire des mineurs et grève générale, les 19 et 29 février, avec une grande journée d'actions les 23 et 24 mai 2012. Une manifestation nationale à Madrid à l'appel de l'UGT et de CC.OO, le **15 septembre**.